

Paris, le 10 mai 2023

Le Président

Madame Elisabeth BORNE
Première ministre
Hôtel de Matignon
57, Rue de Varenne
75007 Paris

Madame la Première Ministre,

Jeudi 4 mai s'est tenue la journée réservée au groupe GDR. La seule et unique journée réservée à notre groupe lors de cette session parlementaire et durant laquelle, comme l'ensemble des groupes d'opposition et des groupes minoritaires, nous pouvons inscrire à l'ordre du jour de notre Assemblée des propositions de loi ou de résolution de notre choix.

Seuls trois de nos textes ont pu être soumis au vote alors qu'au moins quatre, voire cinq de nos propositions auraient pu être examinées. C'était sans compter sur l'ingéniosité de la majorité pour ralentir nos débats et ne pas aller jusqu'aux votes sur lesquels elle était minoritaire. Peut-être seriez-vous tentée de répondre que c'est le jeu et que les oppositions ne se privent pas de ralentir les débats sur des textes d'origine gouvernementale ou portés par la majorité. Je m'élève déjà contre cette tentation, car ce serait nier la disproportion entre le temps réservé à la majorité et celui, minime, réservé à chaque groupe. Ce serait surtout n'accorder que mépris au seul droit concret de l'opposition : la possibilité d'inscrire des textes à l'ordre du jour une seule et unique fois dans l'année.

Je m'adresse aujourd'hui à la cheffe du Gouvernement car ce jour-là votre gouvernement s'est livré lui aussi au jeu de l'obstruction. Lors de cette journée, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bruno Le Maire et son ministre délégué, M. Gabriel Attal ont ainsi donné un spectacle indigne devant la représentation nationale, devant les Françaises et les Français. Redoutant, à juste titre, que notre texte visant à indexer la DGF sur l'inflation soit adopté - comme ce fut le cas en commission des lois - ces deux ministres ont palabré pendant plus d'une heure dans l'hémicycle pour empêcher la discussion des articles de la proposition de loi. C'est inédit et cela en dit long sur le sens que donne votre Gouvernement à l'apaisement que vous vous êtes fixé, notamment vis-à-vis de la représentation nationale. Une conception qui vous conduit à empêcher la majorité des députés de voter un texte primordial pour l'avenir de nos collectivités territoriales qui doivent faire face à une inflation mortifère pour elles et les services essentiels qu'elles offrent à leurs administrés.

Nous ne considérons pas ce sujet comme une plaisanterie et l'attitude de vos ministres lors de cette journée mérite d'être dénoncée pour ce qu'elle a été : un spectacle de music-hall au rabais dans le seul et unique but d'entraver l'expression et le vote des députés.

Après l'utilisation de tous les articles de notre Constitution et du règlement de notre Assemblée nationale pour abîmer notre démocratie, le jeudi 4 mai le Gouvernement a décidé, de parachever l'humiliation de notre Assemblée par une attitude inqualifiable.

Espérant que nous serons les seules victimes de cette nouvelle dérive gouvernementale dans le cadre des journées réservées aux groupes d'opposition, je forme le vœu que votre Gouvernement cesse de déshonorer notre démocratie.

Je vous prie de croire, Madame la Première ministre, en l'assurance de mes sentiments dépités.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a smaller 'C' and a horizontal line at the end.

André CHASSAIGNE